

Vendredi, le gouvernement hongrois a déposé un nouveau projet de loi « anti-criminalité » au parlement. Officiellement, il s'agirait d'interdire aux condamnés de profiter financièrement de leurs crimes grâce à une couverture médiatique. Selon les propos du secrétaire d'Etat Bence Retvari rapportés par MTI, un détenu ne pourra plus compter sur des interviews ou sur la sortie d'un livre ou d'un film basés sur son histoire pour faire de l'argent pendant ou après sa peine de prison.

Selon le secrétaire d'Etat, ce projet vient lutter contre une pratique qui serait très répandue en Hongrie parmi les détenus et qui consisterait à recevoir de « fortes sommes d'argent » des médias en échange de leurs histoires. Compte tenu de l'état financier des médias en Hongrie, y compris du tabloïd *Blikk*, on en doute quand même un peu. Mais pour Retvari, il s'agit de déclarations de détenus « qui touchent la société en masse, et au-delà de l'argent c'est aussi la célébrité que ces criminels peuvent atteindre ». Le projet de loi prévoit ainsi qu'aucune forme de bénéfice ne pourra être envisagée pour le prisonnier, sa famille, ses amis ou encore ses créanciers dans le cadre d'informations divulguées aux médias.

Difficile cependant de ne pas se faire l'avocat du diable lorsqu'on observe les méthodes actuelles du gouvernement hongrois tout-puissant, que ce soit sur le plan médiatique, politique, policier ou judiciaire. Sous couvert de la morale habituelle prêchée par les fidèles du Premier ministre, ce projet de loi est aussi certainement un nouveau moyen autoritaire de faire parler une justice à sens unique et de faire taire quiconque qui se risquerait à la remettre en cause.